Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXIII-3 | 2018

A Long Awakening? Environmental Concerns in the
United Kingdom Since the Nineteenth Century

Introduction : Les préoccupations environnementales en Grande-Bretagne : entre visibilité et marginalisation (XIX^e-XXI^e siècles)

*A Long Awakening? Environmental Concerns in the United Kingdom since the
Nineteenth Century*

Arnaud Page

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/2489>

DOI : 10.4000/rfcb.2489

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Arnaud Page, « Introduction : Les préoccupations environnementales en Grande-Bretagne : entre visibilité et marginalisation (XIX^e-XXI^e siècles) », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXIII-3 | 2018, mis en ligne le 07 décembre 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/2489> ; DOI : 10.4000/rfcb.2489

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Introduction : Les préoccupations environnementales en Grande-Bretagne : entre visibilité et marginalisation (XIX^e-XXI^e siècles)

A Long Awakening? Environmental Concerns in the United Kingdom since the Nineteenth Century

Arnaud Page

Lorsqu'elle est dessinée à grands traits, l'histoire des mouvements environnementaux, en Grande-Bretagne et ailleurs, est traditionnellement fondée sur un récit qui situe leur naissance dans les années 1970. Sur le plan international, les jalons de cet essor de l'environnementalisme¹ les plus fréquemment mentionnés sont, pour n'en citer que quelques-uns, la publication de l'ouvrage de Rachel Carson, *Silent Spring* en 1962, la mise en place d'une Agence américaine de protection de l'environnement en 1970, la création de Greenpeace à Vancouver en 1971, le rapport du Club de Rome (*Limits to Growth*) en 1972, la tenue à Stockholm de la première conférence des Nations Unies sur l'environnement la même année, ou bien encore, en France, la candidature d'un écologiste, René Dumont, à l'élection présidentielle de 1974. Selon ce grand récit, il y a bien entendu des précurseurs et des mouvements de protection de l'environnement dès le XIX^e siècle, mais il s'agit bien souvent d'insister sur le caractère isolé des premiers « pionniers » avant l'avènement de « l'ère de l'écologie »². Si l'on s'en tient à ce récit, c'est donc dans les cinquante dernières années que « l'environnement », conçu dans sa globalité, est devenu un véritable enjeu politique, dont l'importance n'a depuis lors cessé de croître. Les questions environnementales se seraient ainsi imposées dans les préoccupations des citoyens, dans le discours et dans l'action politique, à tel point que d'aucuns estiment que nous serions aujourd'hui « tous des environnementalistes »³.

Ce récit semble à première vue être tout particulièrement adapté à la situation outre-Manche. Dans la version britannique de l'épopée environnementaliste, l'avant-garde serait composée par une poignée de protecteurs de la nature, membres de l'élite sociale et

chantres de l'Angleterre rurale qu'il s'agissait de préserver contre les assauts de l'industrialisation et de l'urbanisation⁴. Comme ailleurs, ce ne serait que bien plus tardivement que la Grande-Bretagne aurait connu un élargissement et une politisation des questions environnementales, marqués notamment par la naissance de la branche britannique de Friends of the Earth en 1971, et la création du parti PEOPLE en 1972, premier parti écologiste d'Europe, et qui deviendra le Green Party à partir de 1985. Cet essor de l'écologie politique aurait entraîné une attention accrue de la part du public pour les questions environnementales, et ainsi obligé les hommes et femmes politiques à prendre ces dernières plus sérieusement en compte, ce que l'on peut voir à travers divers exemples tels que la création d'un département de l'Environnement en 1970, les déclarations de Mme Thatcher à la fin des années 1980 sur les risques causés par les changements climatiques⁵, ou la promesse faite par David Cameron en 2010 de diriger le gouvernement « le plus vert » que la Grande-Bretagne ait jamais connu⁶.

Comme l'écrit l'historien Frank Uekotter, « les récits traditionnels sur l'environnementalisme donnent ainsi souvent lieu à des clichés fondés sur l'idée d'une progression naturelle : après des débuts très modestes, le mouvement environnemental serait progressivement devenu une force mondiale contenant en elle la promesse d'un avenir plus durable »⁷. L'histoire environnementale a néanmoins multiplié les études ces dernières années et montré que cette vision était trop simpliste et que l'essor des préoccupations environnementales était plus complexe et avait des racines plus profondes que ce grand récit ne le suggère⁸. Dans la lignée de ces travaux, ce numéro spécial de la *Revue française de civilisation britannique* entend ainsi montrer quelques aspects de la question environnementale en Grande-Bretagne telle qu'elle se pose depuis le XIX^e siècle, afin de mieux en cerner la complexité et en insistant sur trois grands points. Ce numéro vise tout d'abord à proposer quelques exemples précis de mouvements ou campagnes au XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècles afin de donner un peu de profondeur historique à la question des préoccupations environnementales. Il ne s'agit néanmoins pas d'en proposer ici une vision téléologique ou réductrice, ni de vouloir à tout prix en chercher la cohérence ou leur attribuer une identité simple. Au contraire, et il s'agit là du deuxième objectif de ce travail collectif, les différentes contributions de ce numéro montrent la diversité, dans l'histoire comme aujourd'hui, des façons de se préoccuper de l'environnement. La pluralité des situations et des acteurs présentés ici illustre ainsi bien le caractère hétérogène et fragmentaire des inquiétudes, campagnes et actions visant à protéger l'environnement, mettant en jeu des convergences mais également des incohérences, des discordances ou des conflits. Ce parti-pris nous amène également à réfuter l'idée d'un essor irrésistible et consensuel de l'environnement comme question politique centrale. La troisième idée principale qui guide ce numéro spécial est en effet de ne pas s'intéresser seulement à l'émergence progressive de ces problématiques, mais également aux phénomènes de reflux, à la façon dont certaines alertes ou inquiétudes ont été, et sont encore, minimisées, marginalisées ou ignorées. Plutôt que de traiter les préoccupations environnementales sous l'angle d'un « éveil » graduel et inexorable, il nous semble ainsi plus fructueux d'analyser la façon dont elles émergent dans des situations géographiques, historiques et politiques données, ainsi que les débats et les processus politiques auxquelles leur émergence, jamais vraiment stabilisée, donne lieu.

Une longue histoire

Si l'histoire environnementale de la Grande-Bretagne demeure un champ moins labouré que celle des Etats-Unis, les historiens ont néanmoins montré que les préoccupations environnementales ne datent pas d'hier⁹. On connaît maintenant bien le rôle des quelques « précurseurs » romantiques qui, au XIX^e siècle, accusèrent les bouleversements industriels et urbains que connaissait l'Angleterre de détruire les paysages et le patrimoine naturel du pays, « conservatoire des valeurs morales de la nation anglaise », qu'il était essentiel de préserver contre les assauts de la modernité¹⁰. Cette réaction que l'on a pu qualifier de « sentimentale » et qui se manifeste dans quelques combats ou mouvements médiatisés, tels que celui pour la défense des lacs de Windermere et Thirlmere dans les années 1870 et 1880, a ainsi mené assez tôt à la mise en place d'associations de défense de la nature (telles que la Commons Preservation Society (1865) et le National Trust for Places of Historic Interest or Natural Beauty (1895)) visant à préserver celle-ci pour des raisons tant esthétiques que patrimoniales¹¹.

Mais il existe bien d'autres formes, parfois plus anciennes, de préoccupations environnementales. Selon la célèbre thèse de Richard Grove, c'est par exemple dans l'entreprise impériale européenne qu'il faut chercher les racines de l'environnementalisme moderne : en raison de l'ampleur et de la brutalité des transformations environnementales qu'elles subissent, certaines colonies deviennent au XVIII^e siècle des laboratoires privilégiés pour l'observation des conséquences délétères des activités humaines sur l'environnement et ainsi, en retour, un terrain fertile pour le développement des idées conservationnistes¹². La question du changement climatique est ainsi régulièrement débattue, en Grande-Bretagne et ailleurs, dès le XVIII^e siècle¹³. Mais au XIX^e siècle, c'est avant tout la question de la pollution de l'air¹⁴ et de l'eau¹⁵, et son impact sur la santé, qui cristallise les inquiétudes. La dimension esthétique et patrimoniale est ainsi indissociable d'autres types de préoccupations et de mouvements de protestation contre la pollution à l'ère industrielle¹⁶.

Par ailleurs, si l'essor des « inquiétudes environnementales »¹⁷ au XIX^e siècle est lié à l'impact des pollutions urbaines et industrielles sur les organismes et les paysages, ces inquiétudes sont indissociables d'un questionnement relatif aux questions de gaspillage et de pénurie, notamment énergétiques. Les articles de Charles-François Mathis et Antoine Missemer montrent ainsi la montée des préoccupations vis-à-vis du spectre de l'épuisement ou de la raréfaction des ressources de charbon, notamment à la suite des travaux de l'économiste W. Stanley Jevons, publiés dans son ouvrage *The Coal Question* (1865). Ils montrent bien la façon dont toute la moitié du XIX^e siècle est marquée par l'essor des questionnements et inquiétudes à l'égard de l'épuisement des sources d'énergies fossiles et de la dépendance énergétique de la Grande-Bretagne vis-à-vis du charbon.

Charles-François Mathis montre l'ampleur des craintes vis-à-vis d'une pénurie de charbon dans la Grande-Bretagne des années 1870, suite non seulement à la publication de l'ouvrage de Jevons, mais également à la survenue d'une « famine de charbon » qui entraîne une rapide hausse des prix entre 1871 et 1873. Le principal motif d'inquiétude est bien entendu le prix élevé du charbon, mais cette discussion donne également lieu à des appels à la lutte contre le gaspillage et à des préoccupations plus générales sur la dépendance énergétique de la nation, et la « question du charbon » (the 'coal question') continue d'être un sujet majeur jusqu'à la fin du siècle. Antoine Missemer montre quant à

lui la façon dont les économistes britanniques se saisissent à la même époque de cet objet et examinent le problème de la diminution des ressources d'énergies fossiles sous l'angle économique. Si les inquiétudes et discussions concernant la soutenabilité à long terme de l'exploitation des ressources ne sont évidemment pas propres à la deuxième moitié du XIX^e ni même limitées aux seules énergies fossiles¹⁸, la contribution d'Antoine Missemer montre bien comment cette question est investie par les économistes qui tentent de développer des outils théoriques novateurs (comme la « *mining rent* ») pour permettre de rendre justice à la spécificité des ressources fossiles et à leur inévitable raréfaction.

La fin du XIX^e siècle correspond plus généralement à une structuration des associations de protection de la nature et de l'environnement : l'article de Véronique Ward-Viarnes sur la Société royale de protection des oiseaux, fondée en 1889, propose ainsi un exemple du développement des associations de protection des animaux et de la nature à la fin du XIX^e siècle. Elle montre le développement très rapide de cette association, qui compte près de 20000 membres quelques années plus tard, en très grande majorité des femmes, et la diversité des moyens employés pour promouvoir la protection des oiseaux (publication d'une revue, campagnes d'information et d'éducation, lobbying législatif). L'article d'Arnaud Page se propose quant à lui de revenir sur un autre mouvement, le mouvement *organic* (en faveur de l'agriculture biologique), afin d'illustrer la façon dont, au moins dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, la question de l'alimentation représente un fort vecteur de développement des idées environnementales. En revenant sur le parcours d'un membre relativement peu connu de ce mouvement, Lord Douglas of Barloch, il montre comment, dans les discussions de la chambre des Lords, les préoccupations sanitaires liées à la « pureté » des aliments et de l'eau sont insérées dans le cadre plus large de considérations relatives au caractère toxique du « système alimentaire » (*food system*) britannique sur les organismes et sur l'environnement.

Une constellation d'environnementalismes

En évoquant quelques épisodes mettant en évidence une histoire longue des préoccupations environnementales, il ne saurait néanmoins être question ici de simplement déplacer le curseur temporel de l'apparition des prémices de « nos » préoccupations. Contre une vision téléologique de l'environnementalisme qui chercherait à faire entrer de force toutes ses composantes dans une seule et même case¹⁹, ce numéro spécial de la *Revue française de civilisation britannique* souhaite également, en lien avec de nombreux travaux récents, insister sur la plasticité et la diversité de ce que l'on a appelé les « grammaires environnementales »²⁰. Nous espérons ainsi que les contributions rassemblées ici, précisément parce qu'elles évoquent des questions très différentes et éloignées les unes des autres, permettront de montrer le caractère contingent et hétérogène de ces préoccupations.

Le second reproche que l'on peut formuler à l'encontre du récit de « l'éveil » est en effet qu'il tend à être fondé sur l'idée d'une convergence d'idéologies et de mouvements auparavant fragmentaires et éclatés (pour la protection de la nature, la protection des animaux, mouvements hygiénistes, science écologique, etc.). On concevra pourtant aisément ce qu'il y aurait de problématique à postuler l'existence d'un environnementalisme toujours plus universel, consensuel et unanime, en rappelant l'exemple de Margaret Thatcher, qui prononça à la fin des années 1980 plusieurs discours visant à attirer l'attention de la communauté internationale sur les dangers du

changement climatique, quelques mois seulement avant que son gouvernement ne présente son projet « Des routes pour la prospérité » (“Roads for Prosperity”), projet extrêmement controversé – et finalement abandonné – qui visait à mettre en place « le plus vaste programme de construction de routes depuis l’Empire romain »²¹. Au-delà de la question de l’utilisation à des fins politiques de la question environnementale, cet exemple illustre avant tout le caractère extrêmement plastique et labile des préoccupations et alertes environnementales qui peuvent être mobilisées pour servir des objectifs politiques extrêmement variés.

Comme on l’a vu dans la première partie, il est clair que l’on ne saurait résumer l’ensemble des alertes et préoccupations aux inquiétudes morales et esthétiques d’une poignée de poètes et d’aristocrates. De la dimension « sentimentale » des préoccupations environnementales, il n’est ainsi absolument pas question dans les articles de Charles-François Mathis et Antoine Missemmer, dont les contributions mettent à jour des inquiétudes très concrètes, comme l’épuisement de ressources, la dépendance énergétique et, plus généralement, le développement économique de la Grande-Bretagne. Ces deux articles montrent ainsi bien combien le supposé « proto-environnementalisme » ne saurait se résumer à sa simple dimension esthétique et que le XIX^e siècle est également traversé par des inquiétudes et questionnements sur les obstacles à la soutenabilité (*sustainability*) du développement, et sur les « limites physiques de la croissance »²².

Même si l’on se concentre sur la mouvance dite « sentimentale », en apparence plus simple et plus connue, on constate que les frontières de ce mouvement sont en réalité assez délicates à déterminer. Faut-il, par exemple, y inclure les associations de défense des animaux qui se développent à la fin du XIX^e siècle, et dont Véronique Ward-Viarnes nous propose ici un exemple²³ ? La « question environnementale » et la « question animale » ne sont en effet pas totalement assimilables, car cette dernière dépasse largement la volonté de préserver des espèces, étant avant tout fondée, notamment au XIX^e siècle, sur un discours moral (dénoncer les souffrances et encourager des comportements moins violents et plus vertueux chez les hommes)²⁴. L’exemple de la RSPB montre néanmoins la façon dont le mouvement de protection des oiseaux s’empare dès le début du XX^e siècle de questions plus directement liées à la protection environnementale, telles que les pollutions dues au dégazage des bateaux ou les dangers des insecticides et fongicides arsenicaux. L’article de Ward-Viarnes montre également une certaine perméabilité entre des conceptions « sentimentales » de l’environnement et des versions plus scientifiques, au travers du soutien de l’ornithologue William Henry Hudson à la RSPB. De façon plus générale, le discours moral ou « sentimental » sur la protection du « non-humain » se double au tournant du siècle d’un répertoire d’arguments scientifiques, avec notamment le développement de l’écologie, dont le terme est utilisé pour la première fois dans les années 1860 en Allemagne. Cette nouvelle science se développe ensuite en tant que champ disciplinaire autonome, notamment en Grande-Bretagne où est créée la première société savante de cette discipline (la British Ecological Society) en 1913. Cette nouvelle discipline, qui s’attache à étudier l’interaction entre des organismes vivants (végétaux, animaux) et leur environnement, sera bien souvent, par la suite, aux avant-postes des mouvements de protestation contre la disparition d’espèces ou la destruction d’écosystèmes²⁵.

Lorsque l’on se concentre sur les cinquante dernières années, la diversité des acteurs et de leurs motivations est sans doute plus manifeste encore. En dépit des réserves émises plus haut sur le caractère réellement inédit du développement des préoccupations et

mouvements dans les années 1970, on ne saurait nier que la question environnementale s'est indéniablement imposée depuis comme un enjeu majeur et a acquis une visibilité qu'elle ne possédait pas jusqu'à alors. Mais l'on aurait sans doute tort de considérer que la visibilité croissante de ces questions procède d'un mouvement homogène et consensuel d'associations et mouvements politiques partageant un seul et même objectif. S'il ne fait aucun doute que la Grande-Bretagne a vu depuis les années 1970 un essor des associations militant pour la défense et la protection de l'environnement (Greenpeace, WWF, Friends of the Earth), il convient avant tout d'insister sur la diversité de ces organisations et de leurs modes d'actions, des plus modérées telles que la RSPB jusqu'aux plus radicales telles que Earth First !, davantage portées vers l'action directe²⁶.

On ne saurait par ailleurs résumer la diversité des préoccupations environnementales aux messages et alertes portés par les associations et partis politiques, qui n'en représentent que la partie la plus visible. L'historien Timothy Cooper a ainsi analysé, en partant des réactions de citoyens ordinaires à la catastrophe du Torrey Canyon (1967), la question de l'« environnementalisme ordinaire » (*everyday environmentalism*), qui ne correspondait pas forcément aux visions dominantes développées par les scientifiques, les associations et les mouvements politiques²⁷.

Les articles de Mark Wilson, de Lucie de Carvalho et de Sylvie Nail donnent à voir certaines manifestations de ces formes sans nul doute moins structurées et moins visibles, mais néanmoins bien réelles de préoccupations environnementales. Dans son article, Mark Wilson présente une série télévisée diffusée sur la BBC entre 1970 et 1972, *Doomwatch*, et illustre ainsi l'intérêt de s'intéresser à tous types d'acteurs ou de médias afin de mieux comprendre le développement des préoccupations environnementales. Ce programme de science-fiction, dont les épisodes étaient regardés par plusieurs millions de spectateurs, et qui met en scène une agence gouvernementale chargée de lutter contre des désastres écologiques, permet de voir la montée des inquiétudes à l'égard de l'accélération des changements techniques. En s'intéressant non seulement à l'émission en elle-même mais également aux réactions du public, il permet de montrer un sentiment assez généralisé de défiance du public envers les promesses de la science, une conscience aigüe des risques encourus par les hommes et la planète, ainsi que de la nécessité d'un contrôle politique du développement technologique.

Lucie de Carvalho nous donne également à voir, en creux, ces formes plus diffuses d'inquiétudes, en s'intéressant aux spots télévisés destinés à informer et rassurer la population sur la sûreté nucléaire. Si le mouvement anti-nucléaire britannique est avant tout un mouvement d'opposition à l'arme atomique, bien plus qu'aux usages civils, il a été démontré qu'il existait également des mobilisations importantes contre l'implantation d'installations nucléaires, et de réelles inquiétudes sur les risques posés par cette nouvelle technologie (contamination, pollution, etc.)²⁸. Comme le montre Lucie de Carvalho, l'essor de ces préoccupations, qui se développent après l'accident de Winscale en 1957 et prennent de l'ampleur dans les années 1960, entraîne une inflexion des modalités d'information du public, et contribuent à une plus grande visibilité des risques liés au nucléaire civil, même s'il s'agit bien entendu de les minimiser.

Sylvie Nail, enfin, nous montre également un aspect moins connu et moins visible de l'environnementalisme contemporain, à travers l'attachement ordinaire du public aux forêts britanniques, et ses mobilisations contre les tentatives de privatisation des forêts du domaine public. Son analyse de l'utilisation des forêts comme lieu de pratiques artistiques permet ainsi de mettre en exergue la dimension culturelle des « services

écosystémiques » rendus par ces forêts. A travers cet exemple et celui des mobilisations du public, elle donne à voir la pluralité des usages ordinaires et quotidiens de la nature ainsi que des formes d'attachement à la protection de celle-ci. On peut voir par ailleurs dans son article la confrontation de deux formes de ce que l'on pourrait nommer des « rationalités environnementales », dans la mesure où le projet gouvernemental comme les contestations citoyennes auquel celui-ci a donné lieu sont tous mus par une même volonté de bonne « gestion » de la forêt mais l'on voit bien que celle-ci implique forcément, selon les acteurs, des sens, des priorités et des modes de prise en charge très différents.

Il importe, enfin, d'insister sur la diversité des acteurs au niveau de la prise en charge par les instances politiques de la question environnementale. Si c'est avant tout à l'échelon local que les politiques environnementales ont longtemps été menées, on aurait pu penser que la création d'un ministère de l'Environnement et l'entrée dans le marché commun au début des années 1970 mèneraient à une centralisation et une homogénéisation croissantes des politiques environnementales mais il semblerait en réalité que l'on assiste à un processus de fragmentation. La mise en place de la dévolution depuis la fin des années 1990 a en effet eu pour conséquence le renforcement d'un traitement très différencié des questions environnementales, menant à une fragmentation de la gouvernance et des lois sur l'environnement au sein du Royaume-Uni. Si les ambitions environnementales du gouvernement écossais sont en général assez connues²⁹, Stéphanie Bory nous montre un exemple souvent moins mentionné, celui du pays de Galles, que ses dirigeants ont depuis 1998 tenté d'ériger en modèle environnemental. Si cette ambition s'est longtemps heurté à l'insuffisance des pouvoirs propres dont l'assemblée et le gouvernement gallois jouissent, de récents développements législatifs montrent la façon dont le traitement politique des questions environnementales semble se diriger vers une différenciation croissante au sein du Royaume-Uni³⁰.

Il convient également de mentionner le rôle que la CEE, puis l'UE, ont joué dans la gestion des questions environnementales en Grande-Bretagne. Charlotte Burns et Neil Carter montrent ainsi le rôle de l'Europe dans l'adoption de cadres législatifs plus précis et plus contraignants sur les questions environnementales, forçant ainsi la Grande-Bretagne à transformer son modèle traditionnel (fondé sur le consentement des parties concernées et des accords informels). Dans le même temps, la Grande-Bretagne s'était montrée depuis les années 1990 plus active dans le processus de prises de décisions européen, poussant notamment l'UE à adopter une politique plus ambitieuse sur le changement climatique. Burns et Carter montrent également que ce processus d'européanisation des questions environnementales fut en réalité mis en place de façon très différenciée, certains domaines (la qualité de l'air ou de l'eau) étant beaucoup plus touchés que d'autres (l'aménagement du territoire). Ils s'attachent surtout à montrer l'impact considérable que le Brexit risque d'avoir sur la prise en charge politique des questions environnementales en Grande-Bretagne³¹. Nous reviendrons dans la troisième partie sur cette question, mais l'on peut d'ores et déjà souligner que la sortie de l'UE aura comme conséquence pour le Royaume-Uni d'accentuer plus encore la fragmentation de la politique environnementale. On voit donc bien que les préoccupations environnementales et leur prise en charge par le politique sont extrêmement protéiformes et peuvent donc difficilement être considérées comme procédant d'un mouvement homogène ou inéluctable.

Marginalisations et reflux

La troisième idée qui guide ce numéro spécial est de s'intéresser non seulement à différentes alertes ou mouvements, mais également aux processus qui ont souvent marginalisé les critiques et projets visant une meilleure prise en compte des questions environnementales. Comme l'écrivent les historiens Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, l'idée d'une lente et progressive « prise de conscience écologique » occulte le fait que les nuisances causées par les transformations technologiques ont en réalité toujours été accompagnées de critiques et qu'au récit du lent éveil il faut substituer une analyse qui donne à voir la façon dont les préoccupations et ambitions environnementales ont bien souvent été, par le passé comme aujourd'hui, rendues invisibles ou impuissantes³².

Antoine Missemmer montre ainsi pourquoi les tentatives britanniques de développer des outils théoriques nouveaux qui permettraient de mieux prendre en compte l'épuisement des ressources fossiles sont finalement abandonnées au début du XX^e siècle, en raison notamment du développement de nouvelles techniques d'extraction du charbon et de l'essor du pétrole comme nouvelle source d'énergie. Il montre ainsi la façon dont les économistes au début du XX^e siècle délaissèrent finalement la question de l'épuisement des ressources fossiles, ce qui n'est pas sans faire écho à la thèse de Timothy Mitchell selon laquelle l'économie devint dans la première moitié du XX^e siècle progressivement une science « dénaturée », centrée sur la question des prix et ne se préoccupant plus des questions de ressources physiques³³. Charles-François Mathis montre quant à lui la façon dont les préoccupations sur la pénurie de charbon et la dépendance énergétique de la Grande-Bretagne sont finalement marginalisées dans les années 1880, et les différentes propositions de régulation politique (mise en place d'une taxe sur le charbon, de barrières douanières ou de toute forme de législation contraignante visant à promouvoir une plus grande efficacité énergétique) restent lettre morte³⁴.

L'exemple de la législation contre l'importation de plumes d'oiseaux exotiques (1921), évoqué par Véronique Ward-Viarnes montre également les lenteurs et les résistances qui s'opposent aux protecteurs des oiseaux. Dans un autre registre, l'article d'Arnaud Page montre que les dangers posés par l'industrialisation de l'alimentation et de l'agriculture sont régulièrement évoqués dans le débat politique d'après-guerre, mais que le gouvernement britannique choisit le plus souvent de les minimiser voire de les ignorer. Lucie de Carvalho nous montre quant à elle que la question de la confiance du public se pose dès les origines du programme nucléaire et explique comment la télévision est utilisée pour fabriquer l'acceptation publique du nucléaire, en éludant dans un premier temps totalement les risques potentiels de cette nouvelle technologie, puis en développant tout une palette de représentations et de stratégies de communication visant à rassurer la population.

Si près de 10 % des Britanniques appartiennent aujourd'hui à des associations de défense de l'environnement, la traduction politique de cet intérêt accru pour ces questions n'est pas forcément automatique³⁵. On peut d'ailleurs évoquer ici brièvement la trajectoire du Green Party, qui illustre certaines des contradictions de l'« ère de l'écologie ». Il va sans dire que ce parti n'a pas le monopole de l'environnementalisme en Grande-Bretagne et que l'on ne saurait en mesurer la progression à la seule aune des résultats électoraux de ce parti mineur, mais sa trajectoire demeure néanmoins symptomatique de la très résistible ascension politique des questions environnementales. En dépit de son

ancienneté (il existe sous différents noms depuis 1973), le parti peine toujours à s'imposer dans le paysage électoral britannique, notamment en raison du système électoral de la Chambre des communes qui défavorise systématiquement les petits partis. Depuis son premier « succès » lors des élections européennes de 1989, où le parti obtint 15 % des voix (mais aucun siège), le parti est en effet parvenu à jouer un rôle significatif dans les élections et institutions « secondaires », en réussissant à obtenir quelques sièges au Parlement européen, au Parlement écossais, et dans certaines assemblées locales, notamment à Londres. Néanmoins, si le parti a pu espérer bénéficier d'une « poussée verte » en 2015 (*green surge*), ces espoirs ont dans l'ensemble été déçus. Le Green Party ne compte aujourd'hui qu'une seule députée à la Chambre des communes (Caroline Lucas, élue pour la première fois en 2010) et ses performances électorales décevantes de 2017 ont ainsi remis en cause toute idée d'une inéluctable progression du parti et de ses idées³⁶.

Concernant, enfin, la façon dont les décideurs politiques se sont saisis des enjeux environnementaux, certains travaux récents ont tenté de montrer que le gouvernement britannique avait depuis la période de l'entre-deux-guerres joué un rôle moteur et accordé une place toujours plus importante à ces questions³⁷. Il paraît néanmoins évident que les gouvernements britanniques successifs n'ont pas tous accordé le même poids aux questions environnementales et que ceux-là même qui se targuaient d'en être les défenseurs les plus zélés ont souvent utilisé cette question à des fins électorales, sans toujours transformer leurs paroles en actes³⁸. D'une façon générale, il s'agit donc bien, en somme, de rester prudents face aux récits fondés sur l'idée d'un irrésistible processus de « verdisation » de la Grande-Bretagne. L'article de Stéphanie Bory nous montre ainsi que même dans la principauté du pays de Galles qui a entrepris de devenir un « modèle vert », le traitement de ces questions n'est jamais évident, consensuel ou stabilisé. Son travail permet de bien saisir le fossé qui sépare souvent les déclarations d'intentions de leur mise en oeuvre, et les objectifs parfois contradictoires poursuivis par le gouvernement gallois, comme on le voit avec le projet de développement de l'autoroute autour de Newport.

Cette instabilité qui caractérise la prise en compte des questions environnementales par les instances politiques ne saurait être mieux illustrée que par la sortie prochaine de la Grande-Bretagne de l'Union européenne suite au référendum de 2016. Comme le montrent Stéphanie Bory, mais également Charlotte Burns et Neil Carter, la sortie de l'UE fait peser des incertitudes majeures sur la répartition à venir des pouvoirs des différentes institutions politiques du Royaume-Uni. Ils montrent ainsi les craintes que le Brexit fait naître chez les défenseurs de l'environnement, en raison de vides juridiques ou institutionnels suite au rapatriement de la gouvernance environnementale, de l'absence de coordination ou de cohérence, voire d'un affaiblissement délibéré de la législation dans ce domaine, ce qui une fois encore illustre la nécessité de s'intéresser non seulement à l'essor des préoccupations et ambitions pour l'environnement, mais également à leurs reflux périodiques. Comme dans tous les domaines liés au Brexit, il est bien délicat d'en prédire quels en seront précisément les effets et beaucoup d'incertitudes demeurent sur l'avenir de la politique environnementale britannique. Mais il semble en revanche très probable, comme l'écrivent Neil Carter et Charlotte Burns, que la question environnementale soit « amenée à devenir, après le Brexit, beaucoup plus conflictuelle et caractérisée par une intensification des antagonismes entre les différents partis et nations du Royaume-Uni ». Qu'on le déplore ou que l'on s'en réjouisse, cet épisode illustre ainsi on ne peut plus clairement la proposition guidant ce numéro spécial, à savoir que la

prise en charge des questions environnementales n'est pas un long fleuve tranquille et qu'il s'agit d'un processus complexe, instable et, *in fine*, éminemment politique.

Ce numéro a été mis en page pour mise en ligne en utilisant le logiciel LODEL, par Arnaud Page et John Mullen

NOTES

1. Nous avons fait le choix dans cette introduction d'utiliser le terme « d'environnementalisme » pour traduire le terme *environmentalism*, afin d'éviter les confusions entraînées par la polysémie du terme « écologie » en français (à la fois science et courant idéologique et politique).
2. Ramachandra Guha, *Environmentalism: a Global History* (New York, Longman, 2000); Joachim Radkau, *The Age of Ecology* (Cambridge, Polity, 2014 ; 1ère éd. en allemand, 2011). D'une façon générale, cette introduction vise à fournir quelques jalons bibliographiques sur la question environnementale en Grande-Bretagne, sans toutefois pouvoir toutefois prétendre à l'exhaustivité.
3. « We are all environmentalists now ». Voir par exemple les déclarations du Premier ministre australien John Howard à Brisbane, le 05 Septembre 2002, <https://pmtranscripts.pmc.gov.au/release/transcript-12982>, consulté le 7 novembre 2018.
4. Pour les développements au XX^e siècle voir John Sheail, *Rural Conservation in Inter-War Britain* (Oxford, Clarendon, 1981) ; David Evans, *A History of Nature Conservation in Britain* (Londres, Routledge, 1992) ; John Sheail, *Nature Conservation in Britain, The Formative Years* (Londres, The Stationery Office, 1998). Pour des comparaisons avec la France et l'Allemagne, voir Karl Ditt, "Nature conservation in England and Germany 1900-70: forerunner of environmental protection ?", *Contemporary European History* 5:1, 1996, pp. 1-28 et Charles François Mathis, "Nation and nature preservation in France and England in the nineteenth century", *Environment and History* 20 : 1 (2014), pp. 9-39.
5. John Vidal, "Margaret Thatcher: an unlikely green hero?", *The Guardian*, 9 avril 2013, <https://www.theguardian.com/environment/blog/2013/apr/09/margaret-thatcher-green-hero>, consulté le 5 novembre 2018.
6. Neil Carter & Ben Clements, "From 'greenest government ever' to 'get rid of all the green crap': David Cameron, the Conservatives and the environment", *British Politics* 10: 2, 2015, pp. 204-225.
7. "Traditional narratives of environmentalism foster clichés of natural progression: from modest beginnings, the environmental movement evolved into a global force that holds the promise of a more sustainable future": Frank Uekoetter, "Consigning environmentalism to history? Remarks on the place of the environmental movement in modern history", *RCC Perspectives* 7, 2011, <http://www.environmentandsociety.org/perspectives/2011/7/consigning-environmentalism-history-remarks-place-environmental-movement-modern> (consulté le 11 septembre 2018).
8. Christophe Bonneuil & Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement Anthropocène : la Terre, l'histoire et nous* (Paris, Seuil, 2013).
9. Pour une introduction à l'histoire environnementale britannique, voir par exemple James Winter, *Secure from Rash Assault: Sustaining the Victorian Environment* (Berkeley, University of California Press, 1999); B. W. Clapp, *An Environmental History of Britain since the Industrial Revolution* (Londres, Longman, 1994); I. G. Simmons, *An Environmental History of Great Britain: From 10,000 Years*

Ago to the Present (Edinburgh, Edinburgh University press, 2001); John Sheail, *An Environmental History of Twentieth-Century Britain* (Basingstoke, Palgrave, 2002). Pour l'Ecosse, voir T. C. Smout, *Nature Contested: Environmental History in Scotland and Northern England since 1600* (Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000).

10. Charles-François Mathis, *In Nature We Trust: les paysages anglais à l'ère industrielle* (Paris, PUPS, 2010), p. 292; Vicky Albritton & Fredrik Albritton Jonsson, *Green Victorians: The Simple Life in John Ruskin's Lake District* (Chicago, Chicago University Press, 2016). Sur les liens entre poésie, littérature et préoccupations environnementales voir par exemple Scott Hess, *William Wordsworth and the Ecology of Authorship: The Roots of Environmentalism in Nineteenth-Century Culture* (University of Virginia Press, 2012) ; John Rignall, H. Gustav Klaus & Valentine Cunningham (eds.), *Ecology and the Literature of the British Left: The Red and the Green* (Farnham, Ashgate, 2012).

11. Mathis, 292. Harriet Ritvo, *The Dawn of Green: Manchester, Thirlmere, and Modern Environmentalism* (Chicago, Chicago University Press, 2009). Pour une analyse des prolongements au XX^e siècle de ce courant dit « romantique », voir David Matless, *Landscape and Englishness* (Londres: Reaktion, 2016, 1^{ère} ed. 1998), Meredith Veldman, *Fantasy, the bomb, and the greening of Britain? Romantic Protest, 1945-1980* (Cambridge, Cambridge University Press, 1994).

12. Richard Grove, *Green Imperialism, Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860* (Cambridge, Cambridge University Press 1995).

13. Sur la question du changement climatique voir Hans Von Storch & Nico Stehr, “Anthropogenic climate change: a reason for concern since the 18th century and earlier”, *Geografiske Annaler Series A* 88 : 2 (2006), pp. 107–113 ; Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, « L’agir humain sur le climat et la naissance de la climatologie historique, XVII^e-XVIII^e siècles », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine* 62: 1 (2015), pp. 48-78.

14. Les alertes concernant la pollution de l’air, notamment à Londres, sont bien antérieures à la période industrielle : voir le récent travail de William M. Cavert, *The Smoke of London: Energy and Environment in the Early Modern City* (Cambridge, Cambridge University Press, 2016) ainsi que Peter Brimblecombe, *The Big Smoke: A History of Air Pollution in Londres since Medieval Times* (Londres, Methuen, 1987). Pour le XIX^e siècle voir Carlos Flick, “The movement for smoke abatement in 19th-century Britain”, *Technology and Culture* 21: 1 (1980), pp. 29-50 ; Anthony S. Wohl, *Endangered Lives: Public Health in Victorian Britain* (Londres, Methuen, 1983); Stephen Mosley, *The Chimney of the World: A History of Smoke Pollution in Victorian and Edwardian Manchester* (Cambridge, The White Horse Press, 2001); Peter Thorsheim, *Inventing Pollution, Coal, Smoke and Culture in Britain since 1800* (Athens (Oh.), Ohio University Press, 2006); Peter Reed, *Acid Rain and the Rise of the Environmental Chemist in Nineteenth-Century Britain* (Farnham, Ashgate, 2014).

15. Lawrence E. Breeze, *The British Experience with River Pollution, 1865-1876* (New York, Peter Lang, 1993); Leslie Rosenthal, *The River Pollution Dilemma in Victorian England: Nuisance Law versus Economic Efficiency* (Farnham, Ashgate, 2014).

16. Pour la façon dont ces différentes modalités de préoccupations environnementales s’enchevêtrent voir Mathis, *In Nature We Trust*, op. cit..

17. James Beattie, *Empire and Environmental Anxiety, Health, Science, Art and Conservation in South Asia and Australasia, 1800-1920* (Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011).

18. Paul Warde, *The Invention of Sustainability, Nature and Destiny, c. 1500-1870* (Cambridge, Cambridge University Press, 2018).

19. Pour un exemple de ce type d’approche, voir par exemple Anna Bramwell, *Ecology in the 20th Century, A History* (New Haven, Yale University Press, 1989).

20. Bonneuil & Fressoz, *L’Événement Anthropocène*, op. cit..

21. John Vidal, “Margaret Thatcher: an unlikely green hero?”, *The Guardian*, 9 April 2013. Pour une remise en question du caractère novateur des déclarations de Margaret Thatcher, voir Jon Agar, “‘Future forecast—changeable and probably getting worse’: The UK Government’s early response to anthropogenic climate change”, *Twentieth Century British History* 26: 4, 2015, p. 602–

628. Sur les mouvements de résistances aux programmes de construction routière, voir Brendan Prendiville, « Mouvements sociaux et politique routière dans la Grande-Bretagne des années 1990 », in Christoph Bernhardt & Geneviève Massard-Guillebaud (éds.), *Le Démon Moderne : La Pollution dans les Sociétés Urbaines et Industrielles d'Europe* (Clermont Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2002), pp. 439-456.

22. Ces inquiétudes sur la soutenabilité ne sont elles-mêmes d'ailleurs pas spécifiques à la période étudiée par Mathis et Missemer. Voir pour le XVIII^e siècle Fredrik Albritton Jonsson, *Enlightenment's Frontier: The Scottish Highlands and the Origins of Environmentalism* (New Haven, Yale University Press, 2013), p. 4. Voir également Paul Warde, *The Invention of Sustainability*, op. cit.

23. Sur la question des mouvements en faveur des droits des animaux voir par exemple Daniel Allen, Charles Watkins, David Matless, “‘An incredibly vile sport’: Campaigns against Otter Hunting in Britain, 1900–39”, *Rural History* 27: 1 (2016), pp. 79–101. Fabien Carrié, « Parler et agir au nom des ‘bêtes’ : production, diffusion et réception de la nébuleuse idéologique « animaliste » (France et Grande-Bretagne, 1760-2010) », thèse de doctorat en science politique, Université de Nanterre, 2015 (dir. Bernard Pudal).

24. Antoine Doré, Fabien Carrié et Jérôme Michalon, « La cause animale est-elle soluble dans la question environnementale ? », intervention au colloque « le vivant dans la transition écologique », Rennes, 21 juin 2018. Je remercie Jérôme Michalon pour m'avoir transmis le texte de cette communication. Voir également Ian J. Campbell “Animal Welfare and Environmental Ethics: It's Complicated”, *Ethics and the Environment* 23 : 1 (2018), pp. 49-69.

25. John Sheail, *Seventy-five Years in Ecology: The British Ecological Society* (Oxford, Blackwell, 1987). Voir par exemple John Sheail, *An Environmental History of Great Britain*, op. cit., pp. 78-80.

26. Frank Zelko, *Make it a Green Peace! The Rise of Countercultural Environmentalism* (Oxford, Oxford University Press, 2013); Brian Doherty, *Ideas and Actions in the Green Movement* (Londres, Routledge, 2002). B. Seel, M. Paterson & B. Doherty (eds.), *Direct Action in British Environmentalism* (Londres, Routledge, 2000), Christopher Rootes, “Britain” in Christopher Rootes (ed.), *Environmental Protest in Western Europe* (Oxford, Oxford University Press, 2003); Alexandra Plows, “Towards an Analysis of the ‘Success’ of UK Green Protests”, *British Politics* 3: 1 (2008), pp. 92–109. Pour un panorama des mouvements environnementaux en Grande-Bretagne et ailleurs, voir Neil Carter, *The Politics of the Environment* (Cambridge, Cambridge University Press, 2018, 3^{ème} édition).

27. Timothy Cooper, “The Torrey Canyon disaster, everyday life, and the ‘greening’ of Britain”, *Environmental History* 22: 1, pp. 101-126. Voir également Timothy Cooper, “Waste and ‘Everyday Environmentalism’ in Modern Britain”, *Open Library of Humanities* 3:3, 2017, pp. 1-33, <https://olh.openlibhums.org/articles/10.16995/olh.128/>, consulté le 27 juillet 2018.

28. Ian Welsh, *Mobilising Modernity. The Nuclear Moment* (Londres, Routledge, 2000).

29. Pour un point de vue critique voir Dominic Hinde, “It's Our Environment: Two Terms of SNP Environmental Policy”, *Scottish Affairs* 25: 1, 2016, pp. 83-102.

30. Sur la question du pays de Galles voir également la thèse de Martin Siloret, « La structuration partisane de l'écologie politique : une comparaison Bretagne-Pays de Galles (1974-1995) », thèse de doctorat en histoire, Université Rennes 2, 2017 (dir. Jacqueline Sainclivier). Je remercie Charles-François Mathis de m'avoir indiqué cette référence, ainsi que pour sa relecture attentive de cette introduction.

31. Pour un traitement détaillé de la question de l'impact du Brexit sur la question environnementale en Grande Bretagne, voir le site internet du projet ESRC porté par Charlotte Burns, “Divergence, dismantling and contestation, environmental governance post Brexit”: <https://www.brexitenvironment.co.uk/> (consulté le 25 juillet 2018) .

32. Bonneuil & Fressoz, *L'Événement Anthropocène*, op. cit., p. 270.

33. Timothy Mitchell, *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil* (Londres, Verso, 2011), pp. 109-143.

34. Sur cette question, voir également Sarah Wilmot, "Pollution and public concern: the response of the chemical industry in Britain to emerging environmental issues, 1860-1901", in Ernst Homburg et. al., *The Chemical Industry in Europe, 1850-1914: Industrial Growth, Pollution, and Professionalization* (Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1998), pp. 121-147; Christine Garwood, "Green crusaders or captives of industry? The British alkali inspectorate and the ethics of environmental decision making, 1864-1895", *Annals of Science* 61 (2004), pp. 99-117; Peter Thorsheim, *Inventing Pollution, op. cit.* Pour une synthèse sur ces questions, voir François Jarrige et Thomas Le Roux, *La Contamination du Monde: une histoire des pollutions à l'âge industriel* (Paris, Seuil, 2017).

35. John Vidal, "One in 10 UK adults involved in an environmental group, figures show", *The Guardian*, 27 November 2013, <https://www.theguardian.com/environment/2013/nov/27/1-in-10-uk-adults-environmental-group>, consulté le 13 octobre 2018.

36. Neil Carter, "The Green Party: emerging from the political wilderness?", *British Politics* 3 (2008), pp. 223-240; Brendan Prendiville, "The Green Party: 'green surge' or work in progress?", *Revue Française de Civilisation Britannique* 20: 3, 2015; Neil Carter & Fay Madeleine Farstad, "The Greens in the UK general election of 8 June 2017", *Environmental Politics* 26: 6, 2017, pp. 1152-1156.

37. John McCormick, *British Politics and the Environment* (Londres, Earthscan, 1991). Mike Robinson, *The Greening of British Party Politics* (Manchester, Manchester University Press, 1992); Paul David Sims, "The development of environmental politics in inter-war and postwar Britain", PhD, Queen Mary, University of Londres, 2016. Tony Fitzpatrick, *A Green History of the Welfare State* (New York, Routledge, 2017).

38. Tony Jackson, "Environmental Policy under New Labour", *Local Economy* 25: 5, 2010, pp. 510-522. Reece Walters, "New Labour and the environment : too little too late", in Adrianna Silvestri (ed.), *Lessons for the Coalition: an End of Term Report on New Labour and Criminal Justice* (Londres, Centre for Crime and Justice Studies), pp. 34-38; Neil Carter & Ben Clements, "From 'greenest government ever' to 'get rid of all the green crap'", *op. cit.*

AUTEUR

ARNAUD PAGE

Maître de Conférences en civilisation britannique, HDEA, Sorbonne Université